

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 CHARTRES

CHARTRES, le 20/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/04/2023

Contexte et constats

Publié sur



MBLD

3 Avenue Victor Hugo
28000 Chartres

Références : IC230204/RAPVI/PBi
Code AIOT : 0010007155

1) Contexte

Le présent rapport rend compte des inspections réalisées les 24/11/2022 et 14/04/2023 dans l'établissement MBLD implanté 8/10 rue de la gare 28140 Orgères-en-Beauce. L'inspection a été annoncée le 07/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le présent rapport couvre les observations réalisées lors de deux visites, la première en date du 24 novembre 2022 et la seconde en date du 14 avril 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MBLD
- 8/10 rue de la gare 28140 Orgères-en-Beauce
- Code AIOT : 0010007155
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation MBLD à Orgères-en-Beauce est un site regroupant des activités de stockage et négoce de céréales, d'engrais solides et liquides, et de produits phytopharmaceutiques.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites données aux constats relevés lors de l'inspection du 24/11/2022 ;
- action nationale silos relative à la surveillance des installations et aux installations de transfert de grains.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Respect des valeurs d'urgence sonore	AP Complémentaire du 20/11/2015, article 2.5.1	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
4	Dispositifs relatives à la protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
6	Dispositions d'exploitation - Surveillance et formation du personnel	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
10	Prévention des risques d'explosion et d'incendie - Transporteur à bandes	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
11	Surveillance des installations électriques	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
12	Mise à jour de l'Analyse du Risque Foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Surveillance par l'exploitant des émissions sonores - NC1 VI 150621	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 48 > IV.	NC1 VI du 15/06/2021 – Susceptible de suites	Sans objet
3	Moyens de lutte contre les incendies	Arrêté Préfectoral du 19/10/2006, article 24	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Nettoyage	Arrêté Préfectoral du 19/10/2006, article 21	/	Sans objet
7	Consignes d'exploitation - Surveillance des installations	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	/	Sans objet
8	Travaux par point chaud	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	NC2 VI du 15/06/2021 – Susceptible de suites	Sans objet
9	Système de dépoussiérage	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance par l'exploitant des émissions sonores - NC1 VI 150621
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 48 > IV.
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Point de contrôle déjà contrôlé : NC1 VI du 150621
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Constat du 15/06/21 : Absence de rapport de contrôle du respect des niveaux de bruit en limite d'établissement et d'émergence maximale admissible selon le témoignage de l'exploitant. Conclusion du 15/06/2021 : L'absence de ce document engendre une impossibilité de statuer quant à la conformité de l'établissement au regard des seuils maximaux de bruit en limite d'établissement et d'émergence prescrit à l'article 48 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012. En réponse à ce constat, l'exploitant a transmis par courriel du 30 novembre 2022 le rapport relatif à l'évaluation de la situation acoustique de son site réalisée en date du 25 avril 2022. Constat du 24 novembre 2022 : L'exploitant a réalisé des mesures de bruits sur son site le 25 avril 2022. Sur ce point, la non-conformité est soldée. L'exploitation du contenu de ce rapport est reprise dans le point de contrôle "Respect des valeurs d'émergence".
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Respect des valeurs d'émergence sonore
Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/11/2015, article 2.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Émergence en ZER
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant : [...]</p> <p>Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanche et jours fériés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour un niveau de bruit ambiant existant dans les ZER supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A) : 4 dB(A) - Pour un niveau de bruit ambiant existant dans les ZER supérieur à 45 dB(A) : 3 dB(A)
<p>Constats : Le rapport relatif à l'évaluation de la situation acoustique du site MBLD d'Orgères-en-Beauce, réalisée le 25 avril 2022, met en évidence un dépassement des valeurs d'émergence nocturnes réglementaires au niveau des points de mesure 2 et 3, respectivement de 14,5 dB(A) pour une Valeurs Limites d'Emission de 3 dB(A) et 5,5 dB(A), pour une VLE de 4 dB(A).</p>
<p>Observations : Le rapport de mesure en date du 25 avril 2022, transmis par l'exploitant suite à l'inspection du 24 novembre 2022, indique que les niveaux d'émergence ne sont pas respectées aux points de mesure 2 et 3, pour des valeurs de 14,5 dB(A) d'émergence au lieu de 3 dB(A) au point 2, et 5,5 dB(A) d'émergence au lieu de 4 dB(A) au point 3.</p> <p>Le rapport indique que ces dépassements proviendraient de la mise en marche du système de convoyage des grains dans les cellules, ainsi que le fonctionnement des ventilateurs.</p> <p>L'exploitant n'indique aucune mesure pour corriger ces dépassements lors de la transmission de ce rapport par courrier électronique le 30 novembre 2022.</p> <p>Contrôle du 14 avril 2023 :</p> <p>L'exploitant a mis en place une butée de terre pour limiter l'impact sonore sur les voisins. Il a indiqué qu'il projette d'implanter une haie végétalisée au droit de cette butte pour atténuer de manière plus efficacement les mesures mises en oeuvre.</p> <p>Au 14 avril 2023, l'exploitant ne dispose pas d'éléments justifiant de l'efficacité des mesures correctives mise en oeuvre depuis le 25 avril 2022.</p> <p>Dans ce contexte, l'exploitant n'est pas en capacité de démontrer qu'il respecte les valeurs limites réglementaires en matière d'émergence, fixées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 novembre 2015, en son article 2.5.1.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Moyens de lutte contre les incendies
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2006, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...]Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Extincteurs : A la demande de l'inspection, l'exploitant a transmis, par courriel, postérieurement à l'inspection du 24 novembre 2022, le rapport du 28 octobre 2022 de la société SCUTUM Incendie, concernant la vérification du 28 octobre 2022 des extincteurs. Le rapport transmis indique qu'un extincteur CO2 de 5kg n'a pas été trouvé dans le local transformateur du silo B. Le 14 avril 2023, le contrôle in-situ a permis de constater la présence effective d'un extincteur, dans le local transformateur du silo B. Cet extincteur comportait une vignette attestant de la vérification en octobre 2022, Colonnes sèches : A la demande de l'inspection, l'exploitant a transmis, par courriel, postérieurement à l'inspection du 24 novembre 2022, le rapport du 14 avril 2022 de la société SCUTUM Incendie, concernant la vérification du 14 avril 2022 des colonnes sèches. La consultation dudit rapport n'appelle pas d'observation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Dispositions relatives à la protection contre la foudre
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p> <p>Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.</p> <p>Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.</p> <p>Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.</p>
<p>Constats : Des observations listées dans le rapport de vérification complète des installations de protection contre la foudre du 26 août 2022 ne sont pas corrigées 1 mois après le contrôle.</p>
<p>Observations : Le 24 novembre 2022, l'inspection a consulté le rapport DEKRA du 30 août 2022 de la vérification complète des installations de protection contre le risque foudre, basé sur une intervention du 26 août 2022.</p> <p>Plusieurs observations non récurrentes sont relevées dans ce rapport :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Fixation manquante sur une cellule ; - Test de fonctionnement des paratonnerres non réalisés car absence de procédure du fabricant. <p>Contrôle du 14 avril 2023 :</p> <p>L'exploitant a indiqué ne pas avoir levé les observations relatives à l'absence de vérification du bon fonctionnement des PDA notifiées dans le rapport du 30 août 2022.</p> <p>Selon le rapport oméga 3 de l'INERIS, référencé DRA - 11 – 111777-04213A, l'étude technique doit établir le champ des vérifications visuelles et complètes à réaliser dans le cadre du suivi des installations existantes. Concernant les PDA installés avant l'évolution de la norme NFC 17-102 applicable aux installations de protection contre le risque foudre, la nature des contrôles permettant de vérifier le bon fonctionnement des PDA doit être annexé à la notice de vérification et de maintenance pour guider le vérificateur afin qu'il dispose de l'équipement de test adapté lors des vérifications complètes.</p> <p>Par ailleurs, des modifications des installations de stockage de céréales ont été initiées par l'exploitant. Dans ce cadre, les mises à jour de l'ARF et de l'étude technique selon l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié impliqueraient l'application de la norme en vigueur NF C 17102 de 2011 et le changement des paratonnerres PDA avec des versions testables.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Nettoyage
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2006, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gains, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. [...] La quantité de poussières fines déposées sur les sols ne doit pas être supérieure à 50g/m ² , des croix peintes sur le sol servent de repère pour évaluer le niveau d'empoussièrement.
Constats : Pas de non-respect constaté au droit des zones visitées.
Observations : Le 24 novembre 2022, lors de la visite du site, il a été constaté que les deux premiers étages de la tour de manutention du silo béton présentent une quantité de poussières supérieures aux critères du guide de l'état de l'art sur les silos. Ni les autres étages de la tour de manutention de ce silo, ni les autres silos, n'ont été visités le 24 novembre 2022. Contrôle du 14 avril 2023 : L'inspection des installations classées n'a pas observé une présence anormale de poussières dans la tour de manutention du silo B.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Dispositions d'exploitation - Surveillance et formation du personnel
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance des installations et formation du personnel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité.</p> <p>Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.</p>
<p>Constats : L'exploitant n'a pas été en capacité de présenter les justificatifs de suivi d'une formation spécifique aux risques particuliers liés aux silos de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables du responsable du site, nommément désigné par le gérant de la société SCAEL, dont la société MBLD est une filiale.</p>
<p>Observations : L'exploitant a présenté un document justifiant de la désignation nominative d'un responsable de silo pour l'établissement contrôlé.</p> <p>Formation : L'exploitant a présenté les attestations de formations du responsable de silo. L'attestation de la formation sur la gestion du séchoir à grains est datée du 11 septembre 2019. Pour rappel, ces formations sont renouvelées tous les cinq ans.</p> <p>L'attestation de la formation "Equipier de première intervention" du responsable de site présentée est en date du 6 janvier 2020. Pour ces formations, l'exploitant a défini une périodicité de renouvellement tous les trois ans.</p> <p>L'exploitant n'est pas en capacité de présenter les justificatifs relatifs à la planification des formations spécifiques aux risques particuliers liés aux silos de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables suivies par son personnel, ainsi que celles suivies par le responsable du site qu'il a nommément désigné.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Consignes d'exploitation - Surveillance des installations
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance des installations et des travaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident</p>
Constats : Pas de non-respect constaté.
<p>Observations : L'exploitant a présenté les consignes encadrant le contrôle des installations en marche normale (procédure 18.PI datée du mois de septembre 2012), ainsi que la procédure encadrant le contrôle lors de la remise en service d'équipements (procédure 07.PM en date du mois de septembre 2012). Ces procédures sont disponibles sur le site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Travaux par point chaud
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2023, Travaux par point chaud et permis feu
Point de contrôle déjà contrôlé : NC2 de la VI du 15/06/2021
<p>Prescription contrôlée : La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.</p>
Constats : Pas de non-respect constaté.
<p>Observations : Constats du 15/06/21 : "Une intervention était en cours au sein d'un silo, confiée par la société MBLD à la société SERM. Un soudeur et deux opérateurs en cours de nettoyage de la zone étaient présents simultanément. Du soudage était réalisé à proximité de tas de poussières (présence de tas de poussières entre 1 et 3 mètres de la zone de soudage). Sur demande de l'inspection des installations classées de présenter le permis de feu établi pour cette opération, l'exploitant a présenté un permis de feu, couvrant la période du 14 au 16 juin 2021. Ce permis de feu dispose notamment de nettoyer la zone des travaux et la tenue à disposition d'un extincteur à eau de 9 L minimum. La zone ne disposait pas d'extincteur, le personnel de la société MBLD a indiqué l'avoir récemment déplacé sur un autre secteur, et des tas de poussières étaient présents à proximité de la zone de soudage en cours (entre 1 et 3 m du soudeur)."</p> <p>Conclusion du 15/06/2021 : "L'article 11 précité relatif aux permis de feu dispose notamment qu'une consigne relative aux modalités d'exécution des travaux et à leur sécurité est établie et respectée. Le constat de l'absence d'extincteur et de l'absence de nettoyage de la zone requis au permis de feu constitue une non-conformité à cet article."</p> <p>Non-conformité NC2 : Soudage à proximité de tas de poussières (présence de tas de poussières entre 1 et 3 mètres de la zone de soudage) et en non-respect du permis de feu présenté.</p> <p>Constats du 24/11/2022 : Absence de travaux lors de l'inspection. L'inspection des installations classées a consulté un permis de feu concernant une intervention du 23/08/2022 au 25/08/2022. Ce permis comprend l'ensemble des points prescrits, à l'exception de l'enregistrement des rondes post-travaux. Interrogé sur le sujet, le responsable de site a indiqué que ces rondes ont été réalisées. Il n'existe cependant pas d'enregistrement justifiant de leur réalisation effective.</p> <p>Observations du 14 avril 2023 : L'exploitant a présenté le permis de feu en date du 21 février 2023, concernant le silo béton - alimentation du boisseau 1 du silo béton - pour une activité de soudure/moulage. Le permis liste les précautions et préconisations à mettre en oeuvre dans le cadre des travaux prévus. Il est signé à la fois par le représentant du site ainsi que le prestataire. Il est indiqué sur le permis de feu la réalisation d'une ronde à 15 heures, par le représentant de l'établissement, soit une heure après le départ du prestataire. Ce permis de feu n'appelle pas d'observations.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Système de dépoussiérage
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
Thème(s) : Actions nationales 2023, Système de dépoussiérage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.[...]
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Le contrôle par sondage du fonctionnement des installations de transfert des céréales et du système de dépoussiérage n'appelle pas d'observation. Un état récapitulatif de l'ensemble des contrôles effectués concernant le fonctionnement des installations de transfert des céréales et du système de dépoussiérage est joint en annexe 1 du présent rapport.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Prévention des risques d'explosion et d'incendie - Transporteur à bandes
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
Thème(s) : Actions nationales 2023, Transporteurs à bande
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.
Constats : L'exploitant n'a pas été en capacité de démontrer la conformité à la non propagation de la flamme de la bande du transporteur d'ensilage du silo plat non visité.
Observations : L'exploitant n'étant pas été en capacité de démontrer la conformité à la non propagation de la flamme de la bande du transporteur d'ensilage du silo plat, il lui est demandé de communiquer à l'inspection les justificatifs relatifs à la conformité de la bande de ce transporteur.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Surveillance des installations électriques
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
Thème(s) : Actions nationales 2023, Vérification des installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.[...]</p> <p>L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ; - l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ; <p>Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.[...]</p>
<p>Constats : Une non-conformité du rapport de vérification des installations électriques du 18 octobre 2022, susceptible de générer un risque d'incendie et/ou d'explosion, n'est pas corrigée au jour de l'inspection.</p>
<p>Observations : Constats du 24/11/22 :</p> <p>L'inspection des installations classées a contrôlé le rapport DEKRA de vérification du 18/10/22 des installations électriques, daté du 21/10/22. Le rapport contrôlé présente uniquement les écarts tels que définis à l'article 9 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié.</p> <p>La vérification précitée concerne les silos de l'établissement, et fait état d'une non-conformité concernant un dispositif de raccordement indiqué comme défectueux. Cet écart est considéré comme "moyen" par le contrôleur, et n'a pas été observé lors d'une précédente vérification.</p> <p>L'inspection des installations classées a également contrôlé un rapport de vérification concernant les courants vagabonds sur le site, daté du 30/08/22 et basé sur une intervention du 26/08/22. Ce rapport ne liste pas d'observations sur ce sujet.</p> <p>Contrôle du 14 avril 2023 :</p> <p>L'exploitant a présenté lors de l'inspection un devis signé de la société SAS Gojard Electricité, en date du 7 janvier 2023, qui liste les points qui seront corrigés, dont le remplacement du dispositif de raccordement indiqué supra. Il a cependant indiqué que ces travaux n'ont pas eu lieu au jour de l'inspection, et n'est pas en capacité d'indiquer une date de réalisation.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 12 : Mise à jour de l'Analyse du Risque Foudre
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, articles 18, 19 et 20
Thème(s) : Risques accidentels, Risque foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art. 18 : "[...] L'analyse des risques foudre est basée sur une évaluation des risques et a pour objet d'évaluer le risque lié à l'impact de la foudre. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations. [...]"</p> <p>Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 512-33 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF. [...]"</p> <p>Art. 19 : "En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance. [...]"</p> <p>Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un État membre de l'Union Européenne."</p> <p>Art. 20 : "L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, [...] avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique."</p>
<p>Constats : L'exploitant n'a pas transmis de mise à jour de l'analyse du risque foudre de son site suite aux constructions récentes sur son établissement.</p>
<p>Observations : Le 24 novembre 2022 et le 14 avril 2023, l'inspection des installations classées a observé la construction d'une distillerie sur le site, ainsi que de deux cellules métalliques verticales de stockage de céréales, d'une capacité unitaire de stockage de 1500 tonnes.</p> <p>L'exploitant a indiqué que la distillerie a été mise en service dans le courant de l'année 2022. Il a par ailleurs indiqué le 14 avril 2023 que les travaux concernant les cellules métalliques sont en cours de finition.</p> <p>Le 14 avril 2023, l'exploitant n'était pas en capacité de présenter l'analyse du risque foudre de son site mise à jour.</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant que l'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention doivent être réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, avant le début de l'exploitation des extensions des installations de stockage en vrac de céréales, en cours de finalisation, conformément aux dispositions de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois